

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le vingt-quatre juin deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du dix-sept juin deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, Mme PONOT-ROGER, M. TISSERAND, M. DELL'OSTE, M. ABASSI et Mme BUFFE, Adjoints au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. ATTALI, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, M GUERRAUD, Mme GILEWSKI, Mme GONCALVES, M. HEMERY, Mme LEFEVRE, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENAHMED, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, M. MALKIC, M. PASTOR, Mme GALAOUI, Mme TORNIN, M. REZEG, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, M. SAVERET

M. MOURADOUDI, Mme DE KESLING, M. GOURDY, M. MARIE-LUCE, M. LELOUP, Mme HUBLET, Mme OZTURK, M. MALKIC (à partir de la délibération n°26) ont donné respectivement pouvoir à Mme BUFFE, M. TISSERAND, M. LOCICIRO, Mme PONOT-ROGER, Mme DIOP, M. HEMERY, Mme LACROIX, Mme VIELPEAU

Absents excusés : M. SISSOKO, Mme EBOUMBOU, Mme IMA,

Mme BUFFE est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction de l’Action Sociale
	01/07/2022	22062449	

Objet : Règlement des aides financières facultatives

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°15031311 du 19 mars 2015 du Conseil Municipal adoptant le règlement des aides financières facultatives,

CONSIDERANT la mission de service public assignée à la Direction de l’Action Sociale de la Ville de Meaux en matière d’aides facultatives,

CONSIDÉRANT la nécessité de réactualiser le règlement des aides financières facultatives au regard de l'évolution des critères,

VU le projet de règlement des aides financières facultatives actualisé ci-annexé,

OUI Mme PONOT-ROGER, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité,

ADOpte le règlement des aides financières facultatives actualisé ci-annexé,

DIT que ledit règlement prend effet à dater de la présente délibération.

Le Maire,



Jean-François COPÉ



DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE

REGLEMENT DES AIDES FINANCIERES

Mise à jour Juin 2022

SOMMAIRE :

A. OPPORTUNITES D'UN REGLEMENT	Page 3
B. LES DROITS GARANTIS AUX DEMANDEURS	Page 3
C. LES CONDITIONS D'ELIGIBILTE	Page 4
C1. Les 4 principes d'attribution des aides facultatives.....	Page 4
C2. Les conditions d'éligibilité.....	Page 4
D. INSTRUCTION DE LA DEMANDE	Page 5
E. LA COMMISSION DAS	Page 6
E1. Sa constitution	Page 6
E2. Procédure d'urgence	Page 6
F. LES PRESTATIONS	Page 6
G. LES CAS D'IRRECEVABILITE	Page 8
ANNEXE : TABLEAU D'ATTRIBUTION DES AIDES ALIMENTAIRES	Page 9

A. OPPORTUNITES D'UN REGLEMENT :

Ce règlement a pour but de préciser les conditions selon lesquelles des aides facultatives peuvent être accordées par la Direction de l'Action Sociale.

Il est essentiel de rappeler que les aides facultatives n'ont aucun caractère obligatoire contrairement aux aides légales que se doit de mettre en place chaque CCAS.

Le but de ce règlement est de garantir une égalité de traitement entre toutes les demandes, mais aussi une cohérence dans les réponses données, et une meilleure lisibilité en servant de guide d'informations aux intervenants professionnels, et aux usagers afin de garantir leurs droits.

Il a été travaillé et réactualisé dans le cadre de l'ensemble des dispositifs d'action sociale du CCAS.

Il s'impose à tout règlement précédent.

B. LES DROITS GARANTIS AUX DEMANDEURS :

Le secret professionnel

Toutes les personnes appelées à intervenir dans l'instruction et l'attribution des prestations d'aides sociales facultatives, ainsi que toutes les personnes chargées d'une mission d'accueil sont tenues au secret professionnel.

Le droit d'accès aux documents

Chaque personne a le droit d'obtenir communication des documents détenus par une administration, le concernant, quel que soit le support ou la forme, ne mettant personne d'autre en cause.

Il est important de bien identifier le document souhaité par la personne et que la personne concernée formule par écrit une demande à la DAS.

L'administration a un délai de 2 mois pour répondre à une demande, faute de quoi le silence est considéré comme une décision implicite de refus de communication.

Le droit de recours

Toute personne peut demander par courrier un nouvel examen auprès de la du Maire ou du Maire Adjoint délégué à l'Action Sociale dans un délai de 2 mois après la notification de la décision, et ce en cas de désaccord avec la décision prise par la Commission permanente DAS.

C. LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

C1. L'attribution des aides facultatives se base sur 4 principes :

→**la subsidiarité** : elle peut intervenir si, et seulement si, les différents dispositifs de droit commun ont été sollicités (Fonds Solidarité Energie, Fonds d'Aide aux Jeunes, Aide Sociale à l'Enfance, etc.)

→**la nécessité** : il sera recherché et évalué le bien fondé de chaque demande, avec comme objectif l'identification et la reconnaissance d'un besoin de subsistance. Ce caractère n'est en aucun cas général, il s'agit d'une aide ponctuelle, pas d'un complément de ressources, afin de faire opposition à des situations à caractère récurrent.

→**la proportionnalité** : il est laissé à la DAS la possibilité d'adapter son intervention dans une logique de responsabilisation, d'insertion, et d'autonomisation des usagers au regard des éléments fournis pour étude de la situation.

→**l'arbitraire** : l'aide sociale facultative doit répondre à une préoccupation exclusivement sociale et venir en aide aux personnes se trouvant dans une situation de besoin, ce qui implique que la DAS puisse constater cette situation sur la base de critères qu'elle aura elle-même définis.

C2. Les conditions d'éligibilité :

→**Etat civil** : les aides étant accordées à titre nominatif et personnel, chaque demandeur devra justifier de son identité et des éventuels membres de sa famille, ainsi que de sa situation familiale. De plus, le demandeur sera obligatoirement majeur.

→**Ancienneté de domiciliation** : afin qu'une demande puisse être instruite, une ancienneté de domiciliation sur la Commune de Meaux de 3 mois est demandée.

→**Emploi** : les employés de la Ville de Meaux ou de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux ne peuvent bénéficier de ces aides financières.

→**Ressources** : la DAS a choisi de se baser sur un « reste à vivre » afin de déterminer l'attribution ou non d'une aide. Ce « reste à vivre » est ce qui permet à l'utilisateur de consacrer comme partie de ses ressources, déduction faite des charges incompressibles, à ses moyens de subsistance (alimentation, habillement...).

Il est donc égal à (ressources – charges) / nombre de personnes.

L'ensemble des ressources des membres de la famille devra être prise en compte, au même titre que les charges.

Si le « reste à vivre » est supérieur ou égal à 200€/personne/mois, la demande sera rejetée.

→**Situation administrative** : les aides sociales facultatives sont accordées à toute personne remplissant les conditions de séjour sur le territoire national.

D. INSTRUCTION DE LA DEMANDE :

La demande d'aide financière sera obligatoirement transmise à la DAS par un travailleur social, sur un imprimé type de cette même administration (annexe 1).

A cet imprimé, devront obligatoirement être joints l'ensemble des documents justifiant l'état civil (CNI ou titre de séjour valide), les ressources et les charges du demandeur, ainsi que les 3 derniers relevés de comptes bancaires, et tout document afférent à l'instruction même de la demande. Par ailleurs, en cas de demande de versement direct à un organisme, il sera nécessaire de fournir le RIB ainsi que le devis ou la facture.

Suite à la décision de la Commission, une notification de décision sera envoyée au demandeur et au travailleur social ayant effectué la demande.

En cas de rejet de la demande, les éléments ayant motivé cette décision seront expliqués dans cette même notification.

E. LA COMMISSION DAS :

E1- Sa constitution

La Commission DAS se réunira une fois par semaine.

Elle se compose de :

- la Maire-Adjointe déléguée aux Affaires Sociales
- le Directeur ou le Directeur-Adjoint de la DAS
- le Responsable Social
- l'adjoint au Responsable Social
- un agent du service social en tant que suppléant

Afin que la Commission permanente puisse se réunir, la présence de 2 personnes minimum est nécessaire.

E2- Procédure d'urgence

La Maire-Adjointe déléguée aux Affaires Sociales, ou le Directeur de la DAS, ou son adjoint, peuvent attribuer une aide financière en fonction du caractère d'urgence de la situation, c'est-à-dire dont la nécessité doit faire l'objet d'une décision immédiate.

F. LES PRESTATIONS :

Les aides sociales facultatives pourront être attribuées sous différentes formes selon le but de la demande (bons alimentaires, prêts, paiement à un organisme ou dans des cas exceptionnels étudiés par la commission à l'administré lui-même).

La Commission Financière de la DAS laisse la possibilité de demander à plusieurs reprises une aide financière sur une année, et ce, selon les objectifs de travail du professionnel qui accompagne le demandeur. Néanmoins, un montant maximum d'interventions a été défini à hauteur de 300 € par année et par famille, sauf cas très particuliers et exceptionnels.

Les dossiers sont examinés en Commission interne, qui a la possibilité de déroger au règlement, au vu de l'évaluation du travailleur social présentant la demande.

Ces aides financières peuvent être sollicitées au titre de :

- L'alimentaire (voir tableau)
- Transport (hors personnes pouvant bénéficier de la Carte Solidarité Transport)
- Assurance habitation
- Insertion professionnelle
- Nuitées hôtelières pour les demandeurs en situation de rupture de logement ou d'hébergement, à condition qu'une autre solution plus stable et pérenne aboutisse dans les jours suivants, et dans le cas où le dispositif du « 115 » ait été sollicité mais sans solution immédiate à proposer
- Aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées, en complément des dispositifs de droit commun
- Frais d'obsèques, si le défunt était domicilié sur la commune
- Factures d'énergie, dans le cadre d'un montage financier et en complément des dispositifs de droit commun
- Mutuelle

La liste n'étant pas exhaustive, et chaque situation relevant d'un caractère particulier, chaque demande sera bien évidemment étudiée au cas par cas.

De plus, la notion d'urgence sera également évaluée. La DAS définit par urgence uniquement les situations de « rupture alimentaire » et de « rupture de logement/hébergement ».

Le paiement à un organisme peut être effectué uniquement par virement.

Dans le cas d'une demande d'aides facultatives non complète (absence d'éléments dans le rapport d'évaluation sociale, manque d'informations concernant les ressources, les charges, ou les justificatifs, incompréhensions...), une demande de complément d'informations sera effectuée auprès du travailleur social référent.

Dans le cadre d'une attribution d'aide facultative à titre alimentaire, il sera attribué des bons alimentaires. Ceux-ci seront récupérables sous 2 semaines à la DAS, sous peine d'annulation, et sauf cas particuliers.

G. LES CAS D'IRRECEVABILITE :

La DAS se verra dans l'obligation d'émettre un avis défavorable dans le cas de demandes ayant pour but de s'acquitter de :

- Impôts, amendes, timbres fiscaux
- Factures de cantine, études, centres de loisirs, voyages scolaires
- Frais relatifs au permis de conduire
- Apurement de découverts bancaires
- Recouvrement de crédits, dettes envers des particuliers
- Frais de justice ou d'avocat
- Dettes professionnelles
- Règlement de pensions alimentaires
- Vacances
- Factures de téléphone, internet, multicanal
- Dettes locatives

Les prestations d'aides sociales facultatives ne sont pas ouvertes aux personnes et membres de leur foyer qui ont dégradé des biens du service public. Il en est de même pour les insultes qui seraient proférées à l'encontre des agents et élus municipaux.

TABLEAU D'ATTRIBUTION DES AIDES ALIMENTAIRES

1 personne	100€
2 personnes	150€
3 personnes	200€
Personne supplémentaire	50€
Si enfant de – de 3 ans	20€ supplémentaires aux précédentes sommes